

Un nouveau journal...

N° 1 JANVIER 1964

"LE PEUPLE BRETON"
mensuel

30, boulevard de la Liberté
RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F - De soutien : 10 F

Adressez le montant au C.C.P.
1890-57 RENNES, Hervé GRALL
51, rue Inkermann, BREST.

LE PEUPLE BRETON

0,60

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Un nouveau parti : L'Union Démocratique Bretonne

- CHARTRE**
1. L'U.D.B. est un PARTI rassemblant les Bretons et les amis de la Bretagne conscients de la vocation nationale de la Bretagne.
 2. L'U.D.B. COMBAT pour l'établissement d'un régime résolument démocratique, sur le plan d'une part des individus, d'autre part des communautés.
 3. L'U.D.B. COMBAT pour la défense et le développement de la personnalité bretonne sur les plans politique, social, culturel.
 4. L'U.D.B. AFFIRME la nécessité de la disparition du libéralisme économique et préconise la primauté du travail sur le capital.
 5. L'U.D.B. AFFIRME la nécessité d'une planification de l'économie.
 6. L'U.D.B. AFFIRME le rôle primordial des organisations syndicales et professionnelles dans la démocratie économique.
 7. L'U.D.B. AFFIRME que la construction d'une Bretagne moderne ne saurait être dissociée de l'établissement d'une véritable culture populaire.
 8. L'U.D.B. AFFIRME sa neutralité philosophique et religieuse.
 9. L'U.D.B. CONDAMNE toute forme de dégradation de la personne humaine, notamment le fascisme, le racisme, le totalitarisme.
 10. L'U.D.B. AFFIRME que l'intégration fédéraliste des peuples européens est nécessaire à leur plein épanouissement.
 11. L'U.D.B. DEMANDE une solidarité efficace entre tous les peuples.
 12. L'U.D.B., hostile au militarisme, RÉCLAME un désarmement généralisé, seule possibilité de régler pacifiquement les conflits internationaux.
 13. Solidaire des jeunes nations, l'U.D.B. CONDAMNE leur aliénation politique, économique et culturelle.

Pourquoi une charte à la naissance de ce nouveau parti politique ? Les militants qui ont créé l'U.D.B. ont été frappés par le fait que trop souvent le combat breton péchait par manque de clarté. On convie bien, ici ou là, les Bretons à s'assembler pour demander une Bretagne, mais tous ne savent pas exactement de quelle Bretagne parle le voisin. Il s'ensuit confusion, divergences, luttes intestines et affaiblissement général du tonus de l'action. Avec leur charte, les militants de l'U.D.B. savent où ils vont. Ses principes guideront toute l'action du parti. Ceux qui rejoignent nos rangs le font sans crainte, ils savent ce que nous voulons, pourquoi nous militons. Tout adhérent à l'U.D.B. reconnaît le caractère absolu de la Charte de base. En effet, si un programme politique peut évoluer au gré des circonstances et des conditions politiques, une charte — qui ne pose que des principes — ne saurait varier : elle est le gage de la cohésion et de la continuité de l'U.D.B.

ADHÉREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHÉREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHÉREZ A L'U.D.B.

Pourquoi ?

JEUNES, nous sommes d'une « génération bretonne ».

Nous avons connu à l'été 1961 les premières manifestations pour la Bretagne (de la manifestation de Quimper aux « Etats généraux de Pontivy »).

Nous avons vu en juin 1962 les forces vives de la Bretagne (syndicats ouvriers et paysans, représentants élus) s'unir à Lorient sur la Loi-Programme.

Nous avons entendu en novembre 1962 les « promesses » des candidats à la députation. Au déjeuner-débat d'Auray, ne vit-on pas l'abbé Laudrin affirmer : « C'est alors que nous devons, les uns les autres, nous trouver coude à coude pour obtenir en faveur de la Bretagne les investissements nécessaires. Je prends l'engagement de continuer dans cette voie de l'union entre tous les parlementaires bretons. » Nous avons entendu depuis bien d'autres « promesses » : M. Giscard d'Estaing, le 6 décembre 1963, devant les députés : « ... Cette loi-programme sera disposée dans les délais fixés, conformément aux engagements pris... »

Nous sommes en 1964 et pouvons mettre des guillemets à tous ces mots promesses, engagements...

JEUNES, nous sommes d'une « génération algérienne ».

Le gouvernement de la République française — le numéro IV^e ou V^e a ici peu d'importance — a fait faire à la jeunesse bretonne cette « sale guerre ». Démocratie, République, Liberté, Respect de la personne humaine, Egalité, valeurs éternelles, seraient-ce des mots, simplement des mots ?

Le gaullisme né du 13 mai a certes éliminé beaucoup de ses « parrains », mais où est la liberté dans un pays qui a la R.T.F. et les C.R.S. pour domestiquer l'opinion ?

Où est l'égalité dans un pays qui cultive à plaisir la disparité entre les individus : la France dans l'Europe des Six a et les plus bas revenus et les plus hauts revenus ; la disparité entre les communautés : il suffit pour cela de lire les chapitres du budget « régionalisé » de 1964.

Où est la démocratie quand le parlement est toujours une caricature et quand l'opposition est condamnée à ne faire que de l'anti ?

LE PEUPLE BRETON.

Pour nous,

- ce sont les traminois de Nantes ;
- ce sont les ouvriers licenciés des Fonderies de Saint-Nazaire ;
- ce sont les ouvriers d'Hennebont sur qui pèsent toujours la menace des licenciements et de la fermeture des Forges ;
- ce sont les jeunes qui s'exilent chaque année ;
- ce sont les professeurs et instituteurs mal payés enseignant de leur mieux dans des classes surchargées ou délabrées ;
- ce sont les agriculteurs livrés à eux-mêmes, désemparés par la transformation des structures économiques ;

Le Peuple breton, ce sont les hommes de ces cinq départements. De plus en plus, on lie démocratie économique et démocratie politique ; si démocratie veut encore dire pouvoir du peuple, elle doit se réaliser sur ces deux plans et, au plan des individus comme au plan des communautés. Le régionalisme économique du régime gaulliste n'a apporté au problème breton que remèdes partiels et promesses illusives ; les élus ont failli. « Démocratie, idée neuve », alors il nous faut ré-apprendre la démocratie, au sens où nous l'entendons, dans UN PARLEMENT BRETON.

L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

SIGNATURE :

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) au Responsable des Affaires intérieures : M. L. LE BEG, 5, quai Lamennais, Rennes.

LA VIE DU PARTI

L'assemblée constitutive de l'Union Démocratique Bretonne

L'assemblée constitutive de l'Union Démocratique Bretonne s'est tenue à Rennes le samedi 4 janvier 1964.

L'assemblée entendit d'abord les exposés des rapporteurs de commissions. Ces rapports furent mis aux voix :

— Commission administrative : le problème des statuts fut rapidement réglé. Par contre la discussion du projet de règlement intérieur fut animée.

— Commission culturelle : du rapport de cette commission, nous pouvons notamment retenir qu'il n'y a pas de véritable démocratie sans l'accession de tous à la culture.

Les autres rapports avaient été étudiés, discutés et approuvés lors des précédentes réunions.

Un intermède d'une heure permit aux participants de reprendre des forces : un steak-frites les y aida.

La seconde partie de la réunion de travail débuta par un exposé détaillé du rapporteur de la commission journal. Chacun prit conscience de l'importance et de l'ampleur de la tâche (le Peuple breton doit être notre principal instrument de lutte) et des engagements furent pris.

Les rapports des commissions, amendés parfois, furent adoptés.

L'élection du premier comité directeur fut rapidement faite ; presque tous les camarades qui participaient à la fondation de l'U.D.B. se connaissaient. Vous trouverez par ailleurs la

liste des membres du premier comité directeur de l'Union Démocratique Bretonne.

Chaque nouvel élu apposa sa signature au bas des statuts et devint ainsi membre fondateur de l'U.D.B.

Election du bureau central.

Le comité directeur s'acquitta ensuite de son premier travail : élire le bureau central. Les quatre postes seront donc tenus par :

H. GRALL, Trésorier.
L. LE BEG, Affaires intérieures.
R. LEPROHON, Relations extérieures.
Y.-Ch. VEILLARD, Journal.

L'assemblée constitutive de l'Union Démocratique Bretonne était terminée. Tandis que les camarades se dispersaient, le bureau central se réunissait et prenait ses premières décisions.

M. GUILLERM.

Le premier comité directeur de l'U.D.B.

Ont été élus le 4 janvier :

Hervé GRALL, section de Brest
Jean GUEGUENIAT, section de Brest
Michel GUILLERM, section de Brest
Marie-Claire RUMEUR, section de Brest
Pierre LE PADELLEC, Bubry (Morb.)
Jakez JOSSET, Montfort-s/-Meu (I.-V.)
Yann-Ber PIRIOU, Ploumilliau (C.-d'A.)
Jean-Paul LE BERRE, sect. de P.-l'Abbé
Paul QUEINNEC, section de Pont-l'Abbé
Jean MAHÉ, Quimper
Roparz DEBROISE, section de Rennes
Jean-Marie LAIGLE, section de Rennes
Loeiz LE BEG, section de Rennes
Ronan LEPROHON, section de Rennes
Yann-Cheun VEILLARD, Rennes.

L'ORGANISATION DE L'U.D.B.

L'U.D.B. est un parti politique. En conséquence, nous entendons nous consacrer en priorité à l'étude et à la résolution des problèmes politiques de tous ordres qui se posent à notre pays. Sans être la seule de nos activités, cette action quotidienne est d'une importance telle qu'elle conditionne toute la structuration d'un organisme.

Pour répondre aux besoins de l'action politique moderne, il convient d'avoir un parti homogène et fortement structuré. L'organisation de l'U.D.B. sera l'objet de ce premier article de prise de contact.

A la base : les sections

La cellule de base de notre parti est la section. Seuls les militants organisés en section peuvent vraiment répondre aux sollicitations de l'actualité moderne. L'isolé, pour valable qu'il puisse être sur le plan personnel est inévitablement un militant de peu d'efficacité. Le devoir numéro 1 des militants de notre jeune U.D.B. est donc la constitution de sections. Pour cela, il faut réunir quelques bonnes volontés et prendre contact avec le responsable des affaires intérieures de l'U.D.B. qui fournira toutes les consignes relatives à la mise en place et au fonctionnement d'une section de notre parti.

Les sections valablement constituées et reconnues comme telles par le comité directeur de l'U.D.B. sont représentées de droit au sein de celui-ci.

Fonctionnement démocratique

En effet, l'U.D.B. est un parti démocratique. Nous refusons donc toute forme de dirigisme personnel, tendant à l'installation d'un pouvoir personnel plus ou moins irresponsable. A l'U.D.B., chacun occupe le poste pour lequel il a été élu, chacun rend annuellement compte de l'utilisation de son mandat et chaque militant a la possibilité, d'une part d'accéder aux plus hautes responsabilités, d'autre part de contrôler tous les échelons de notre parti.

Comité directeur et bureau central

Le comité directeur — dont la composition pour 1964 figure dans les colonnes voisines — est en place pour un an. Chaque année se tient un congrès de l'U.D.B. où sont renouvelés démocratiquement les sièges vacants ou rééligibles. Chaque membre du C.D. (comité directeur) étant élu pour deux ans, le C.D. voit chaque année renouveler la moitié de ses membres élus.

Enfin, coiffant le C.D., lui-même organisé en commissions, existe un bureau central. Ce bureau de techniciens est désigné par le C.D. Les responsables du bureau central dirigent les grands services de l'U.D.B. Ce bureau est élu pour un an seulement.

L'organisation de notre parti est donc pyramidale, sans qu'à aucun moment des fonctions soient confiées sans la contrepartie d'un contrôle efficace de la base. Notre pays souffre actuellement, entre autres maux, d'une grave crise d'incurie politique et le mal a même gagné le mouvement breton. Le désastreux système de l'homme providentiel nous a habitués au renoncement des responsabilités. Au sein de notre parti, nous nous efforcerons de vivre la démocratie qui sera le régime de la Bretagne et de l'Europe de demain.

LES « D. O. M. »

Les Français ignorent actuellement le drame qui couve dans ce qu'il est convenu d'appeler les « Départements d'Outre-Mer » (D.O.M.), c'est-à-dire à la Réunion, en Guyane et aux Antilles. Dans ces « lointains lambeaux palpitants de la France », comme dit la presse de droite, on assiste depuis le début de l'ère d'émancipation coloniale, à l'éveil des nationalités.

Tous les domaines ont été touchés, de l'économie à la culture. Le nom de l'écrivain antillais Edouard Glissant est actuellement célèbre dans le monde de la littérature, par exemple. Sur le plan politique, l'action menée par le député Aimé Césaire a fait aussi beaucoup de bruit en son temps. L'économie enfin est l'objet d'une crise permanente : dans ces pays de plantations, de grand rapport pour les « békés » (colons français) et pour les grands trusts du rhum et du sucre, la population laborieuse indigène est de plus en plus misérable. Or, au fur et à mesure que s'aggrave la crise générale de ces pays, en partie à cause de l'étonnante poussée démographique, le pouvoir français, loin d'adopter des mesures révolutionnaires d'émancipation et de décentralisation, se fige dans une attitude incompréhensible pour ceux qui, sincères, croient encore à sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

La fraude électorale y est constante. Rappelons à ce propos que c'est une providentielle invalidation du candidat Gabriel Macé qui permit à Michel Debré d'être « élu » à la Réunion... Donnons ce témoignage de M. J. Beaumartin, maire adjoint de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), professeur rappelé d'office pour avoir dénoncé la fraude électorale : « Il est admirable qu'on puisse distinguer à la Guadeloupe une majorité pour la départementalisation chez une population que les élus à la manière locale, les compagnies sucrières et les forces de l'ordre n'ont jamais laissée s'exprimer. Il vaudrait mieux chercher pourquoi les fusils de ces forces de l'ordre partent plus facilement aux Antilles qu'en métropole, tuent plus facilement les Nègres que les Blancs. »

Cette fraude électorale ne devrait guère être nécessaire si, comme l'affirme la propagande officielle, ces pays se sentaient français. D'autant plus que les partis politiques traditionnels ne ménagent guère leur appui aux gouvernements jacobin-centralisateurs, quelle que soit leur couleur politique. Ainsi au référendu de 1962, la S.F.I.O. demanda de « voter oui pour faire échec au parti communiste et autonomiste de la Martinique » ! En effet, seuls les partis communistes locaux et des organisations nouvelles, comme l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise), sont résolument pour l'autonomie, voire pour l'indépendance, comme la plupart des élites des Antilles anciennement colonisées par les autres puissances européennes.

Face à cette situation politique la France réagit à sa manière habituelle (cf. Madagascar, Indochine, Maroc, Tunisie, Kamerun, Algérie...), c'est-à-dire par une répression bornée qui fait peu de cas des droits et libertés, puisque la sacro-sainte « intégrité nationale » est menacée. Nous n'étudierons pas dans cet article les divers aspects typiques que revêt cette répression. Bornons-nous, à titre d'information, à rappeler avec le Canard enchaîné, la dernière manifestation de cette politique : « La France... retient maître Vergès. Cet avocat, né à la Réunion, n'a plus le droit d'y retourner ; pas le droit non plus de se rendre à la Martinique... On célébrait, il y a quelques jours à Paris, le quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dont l'article 13 est ainsi conçu : « Toute personne a le droit de quitter tout « pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » ... Toute personne, oui, bien sûr... à condition qu'elle ne se soit pas attirée l'inimitié de M. Michel Debré, dit Sucre amer. Douce France... » (1)

On pourrait cependant penser que cette attitude de la France dans les « D.O.M. » est celle des gens de droite au pouvoir et qu'elle est condamnée par la gauche métropolitaine. Malheureusement, rien n'est plus faux. Beaucoup de progressistes français se veulent héritiers de toute la Révolution française, donc logiquement de l'aspect impérialiste, nationaliste, égocentrique et centralisateur de ce mouvement. La tradition est tenace. Et la gauche française est traditionaliste. Il convient cependant de nuancer ce jugement. Dans la revue Ar Falz — en tribune libre, il est vrai — Yann Gwerin écrit : « Il faut bien reconnaître que, à l'exception du parti communiste, la gauche française n'a pas su prendre une position nette dans l'affaire antillaise. » (2). C'est inexact, le P.S.U. a pris, il y a assez longtemps, une courageuse position, tout en n'ayant pas cette motivation qui peut animer le P.C. français, à savoir un soutien aux autonomistes des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, parce que beaucoup d'entre eux se réclament du communisme. Mais, ceci dit, il n'en reste pas moins vrai que la majorité de

A LA LANTERNE !

Le trust margarinier Unilever (holando-britannique) peut être tranquille ; les délégations italienne et française aux négociations de Bruxelles n'ont pas obtenu la fixation d'une taxe bien lourde sur la margarine pour soutenir le marché européen du beurre. Pour ce qui est de l'attitude des délégués français, il ne faut pas fouiller très loin dans la carrière de certains U.N.R. pour se livrer à de pures hypothèses : Missoffe, François

de son prénom, faisant profession de membre de gouvernement à différents titres sous la V^e République (marié avec Mlle Hélène de Mitry, fille du comte de Mitry, administrateur de sociétés sidérurgiques et financières, petite-fille de de Wendel...), administrateur de Harriet Hubbard Ayer (filiale d'Astra — vous savez, la margarine...), haut employé du trust Unilever...

la gauche française non-communiste n'a pas compris la leçon de la décolonisation générale.

Comment s'en étonner d'ailleurs quand on voit des Bretons de gauche se tenir au vocabulaire le plus réactionnaire de la droite française, aux clichés gouvernementaux les plus discutés, et aux confusions les plus regrettables ? Ainsi, dans l'article cité plus haut, Yann Gwerin, bien qu'animé de bonnes intentions, parle de « la province américaine » de la France, ou encore de « l'essence de la Nation » qui serait différente de l'ETAT français, tout en concernant les mêmes individus... De sorte qu'il faut réformer l'Etat tout en proclamant « la fidélité à la nation française ». Pour Yann Gwerin, le devoir de la gauche est d'agir pour « ne pas laisser dire... que la France n'est qu'un Etat ». Et pourtant, c'est la vérité. Robert Vauclin dit ailleurs nettement les choses :

« Il faudrait qu'il soit clair pour l'opinion publique française et internationale que les Antillais, les Guyanais et les Réunionnais n'entendent ni rester, ni devenir Français, mais simplement eux-mêmes. Ils n'ont jamais été français, mais simplement sous domination française. Aujourd'hui ils veulent diriger leurs affaires eux-mêmes (...) Les Antilles, la Guyane et la Réunion ne sont pas... des minorités nationales (au sein de la nation française). Ce sont des nations opprimées qui forgent dans une lutte difficile les conditions de leur libération. » (3)

La séparation définitive des « D.O.M. » ne sera évitée que si les Français, et parmi eux les militants de gauche d'abord, se rendent à l'évidence et admettent que l'Etat français donne une même citoyenneté à des hommes qui sont de nationalités différentes. Si cela était admis, le drame qui se prépare à la Réunion comme aux Antilles serait évité. Les peuples de ces pays pourraient conserver avec la métropole des liens durables puisqu'un Etat diversifié reconnaîtrait leur nationalité à travers leur citoyenneté française.

Dans une telle hypothèse, le combat breton prendrait une tout autre dimension et de résistance acharnée contre le nivellement et la disparition, il pourrait devenir dialogue ouvert avec un pouvoir plus humain. C'est assez dire combien, malgré de très sensibles différences de degré, notre idéal est lié à celui des peuples qui ne veulent pas mourir, dans les « D.O.M. ».

R. LE PROHON.

- (1) Le Canard enchaîné, 1-1-1964.
(2) Ar Falz, octobre-novembre 1963.
(3) La Voie communiste (n° 31).

entre les lignes...

« Je vais pouvoir partir le cœur tranquille aux sports d'hiver. » C'est ce qu'a déclaré hier soir M. Pisani, qui avait retrouvé son sourire.

(Ouest-France du 24 décembre.)

« Ouest-France » et son collaborateur X. Marchetti sont sans peur... tout comme Pisani : les agriculteurs bretons risquent de payer cher le sourire et les loisirs de ce talentueux négociateur qui a sauvé ses vacances... Faudra-t-il refaire une conduite de Plouaret à M. Pisani ?

★

La France est devenue le premier pays occidental disposant d'un organisme d'information d'Etat dont le potentiel de propagande massive dépasse celui des dictatures du passé et se rapproche du communisme d'aujourd'hui.

(Sunday Telegraph.)

Qu'en pense M. Louis Le Cunff, nouveau directeur régional de la R.T.F. ?

★

Un décret du 30 novembre 1963 publié au Journal officiel du 2 janvier 1964, annonce la création du Comité national des deux anniversaires pour la commémoration solennelle du cinquantième anniversaire de la guerre 1914-18 et du vingtième anniversaire de la libération du territoire national au cours de la guerre 1939-45.

Placé sous la présidence d'honneur du président de la République, ce comité est notamment composé du premier ministre et des membres du gouvernement, des chefs d'état-major des trois armées, des chanceliers des ordres de la Légion d'honneur et de la Libération, des présidents des Assemblées, des autorités religieuses et des présidents nationaux des grandes associations d'anciens combattants.

L'organisation de ces manifestations sera assurée par un secrétaire général, M. Philippe Haour, chef de service au commissariat au Tourisme, et son adjoint, M. Roger Manaut, sous l'autorité du ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre.

(Le Monde, 3 janvier 1964.)

Puisque ce comité national prend l'allure d'un comité touristique, rien

de mieux pour toutes ces hautes personnalités qu'un voyage aux cimetières et aux monuments aux morts bretons...

En Allemagne hitlérienne, on célébrait aussi avec beaucoup de ferveur la date de l'entrée en guerre du III^e Reich...

★

... Un groupement dont les principaux auteurs n'étaient même pas bretons... (Ouest-France, édition de Pontivy du vendredi 27 décembre 1963.)

Le quotidien régional d'information a voulu — c'est son droit... — célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'attentat contre le monument de la fédération bretonne-angevine, dû au mouvement « Gwenn ha Du ». L'anonyme auteur de cet article, P. K., devrait communiquer aux services policiers le résultat de ses recherches sur l'identité des auteurs qui n'avaient pas été à l'époque identifiés ; mais à notre avis, P.K. a certainement eu accès aux fonds d'archives secrets d'un quotidien nommé « Ouest-Eclair »...

★

Louis Armand, qui est notamment président de la Protectrice, a été appelé à siéger au conseil de la société belge Petrofina.

(Entreprise, n° du 4 janvier 1964.)

A la page précédente de cette même revue, on pouvait lire :

Les dirigeants des groupes et partis du centre antigauillistes ou non-gauillistes conclueront un « gentlemen's agreement » en trois points... — voici le deuxième — ... les recherches seront orientées vers une personnalité non politique (les noms de M. Louis Armand, de... sont mentionnés ici à titre indicatif).

Ce serait en effet un candidat très « gentleman » !

● Pour notre secrétariat, nous recherchons MACHINE A ECRIRE et RONÉO neuves ou d'occasion, pouvant nous être cédées à des conditions avantageuses. — Ecrire au trésorier H. Grall, 51, rue Inkermann, Brest (Finistère-Léon).

ADHÉREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHÉREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHÉREZ A L'U.D.B.

Composition : Linarmor ; Imprimerie : Becdelièvre, Rennes. — Directeur de la publication : J.-Y. Veillard. — Tirage : 1 000 ex. — Dépôt légal : 1^{er} trim. 1964.

N° 2 MEURZ 1970

« POBL VREIZ »

B.P. 713 ROAZON

KOUMANANTOU

Boutin : 5 L

Skoazell : adalek 15 L

K.R.P. 2746-79 ROAZON

0,40

POBL VREIZH

KELAOUENN UNVANIEZ DEMOKRATEL BREIZ

AR YAOUANKIZ O TEC'HOUT KUIT AN DUD DILABOUR DAV EO EN EM GANNAN

PENNAD-STUR

E-barzh pennad-stur an niverenn diwezhañ, e pouezemp war ar ret emañ dibab mat e vignoned : hag evit-se, goût perak en em gannomp. Lod eus an traoù c'hoarvezet e Breizh abaoe miz a bermeto dimp diskouez splannoc'h ar pezh a fell dimp.

DAV EO EN EM GANNAN EVIT AR PEP RETAN. Deut eo poent ober meuleudi d' ar re o deus graet bec'h d' an 22 a viz c'hwevrer : 30 000 a Vretoned a zo diskennet war ar ru neuze, pa



30.000 a vretoned war ar ru : e Gwened...

gavent abeg e skolioù marc'had-mat ar stad. Diaes eo disoñjal koulskoude e veze en o mesk un niver a skolaerien seder ha dinc'h evit amzer da zont o bugale-int, aet diouzh o spered gwask ar hapital war labourerien ar bobl. O bugale-int a vez, peurliesañ, el liseoù hag er skolioù bras : ar skolaioù-micheroù avat ne zigoront ket kalz doriou er vro-mañ. Arabat ankouaat pet ha pet a yaouankizoù, bet desket e skolioù Breizh, a yelo kuit, pa n' eus uzin ebet, da binvidikaat dre o labour kornioù pinvidik ar Frañs. Dav eo kaout hon goulennoù evit skolioù modern ha demokratel, evel-just ; met ret-mat eo ivez en em glevet gant hon mignoned sur, da c'hervel hon fobl prest da vont d' an traoù war-dro ar pep retañ : ar yaouankiz o tec'hout kuit, al labourerien-douar, ar besketourien, an dud dilabour (ouzhpenn 500 den lakaet er-maez e Brest abaoe miz genver), ar gouarnamant o laret nann d' an uzinoù e Breizh...

TAOLOMP EVEZH MAT OUZH AR BRIZH-SINDIKADOU. D' an 20 a viz c'hwevrer e oa taget ti ar C.F.D.T. e Roazhon gant tud eus ar C.F.T. (« Confédération Française du Travail ») : ur brizh-sindikad a zo anezhañ, dindan beli ar « Service d'Action Civile ». Daou eus ar re a zalc'he an ti a rankas mont d' an ospital. Ar C.F.T.-se, dre he doareoù fachist, ha dre he gerioù-stur (« Séguy ouzh ar peul », « Coco-ed e Moskou ») a ziskouezas fraezh ha splann he gwir vizaj : He fal nemetañ eo breviñ ar sindikadoù gwirion dre lakaat ar mesk e renkoù al labourerien.

KUDENN VREIZ

EUZ BREST D'AN NAONED

PENN AR BED

MONTROULEZ :

BREST :

— 33 a dud da veza lisañsiet e labouradeg labour-houarn S.A.R.L. CEMAT.

Roet o-deus renerien al labouradeg-se da hoùd e oant o vond da lakaad 33 a dud er-mêz prestig, hag e vefe greet memestra da 70 labourer all arôg pell. War a zeblant eo ar gouarnamant hag a zo da damall : lakaad priz an arhant da zevel a zo sikour an tiez brasa da zevel uhelloc hoaz diwar goust ar reou all.

— An elektrisianed-ambarket o-deus diskroget diouz o labour e-pad eur zizunvez.

Elektrisianed-ambarket an tiez E.G.F., Electric Flux, Bastid, C.S.E.E. ha Laudren a zo eet endro d'al labour war-lerh eur zizunvez diskrog. Diskouezet o-deus an darn vrasa aneze beza a-du gand adkomañs labourad eur wech gonezet gante eur prim a banerad a-berz an arme, hag eun digoll diblasa.

— Dre ma n'eo ket bet chilaouet goulennou an implijidi hag ar C.G.T., o-deus diskroget labourerien Thermo-technic diouz pob labour.

— E Manufaktur dillad Brest ez eus bet kôz da lakaad toud an dud er-mêz e-pad eur penad, ha 6 labourerez a zo bet lisañsiet. Evid stourm a-eneb kement-se eo bet red d'al labourerien diskriki adarre hag okupi al labouradeg. Gonezet o-deus e vefe adkemeret ar re a oa bet lisañsiet ha digoret al labouradeg endro. Mez ne vez labourer ken nemed 24 eurvez peb sizun, abalamour e vez nebeutoc'h d'ober evel arôg. Da hortoz e vez peët deze pep hini euz ar 16 eurvez kollet 1,28 L gand servij-labour an departamant. Prest e vefe ar renerien da rei 1,30 L an eurvez ouspenn, da hortoz ive. Awall he ar chiffrou-mañ da ziskouez pegen braz eo mizer labourerien Vreizh, d'eur houll ma talh ar vuhez da vond war greski.

— Meur a ziskrog a zo bet greet gand labourerien ar S.O.D.E.C. evid diskouez ne oant ket a-du gand ar renerien hag a fell deze adgwelad an emgleo peou bet sinet ar 6 a viz C'hwevrer.

— Martoloded ar vatimant-kablchou Marcel Bayard, euz Brest, hag a zo bremañ e Calais, o-deus diskroget al labour hag a zo oh okupi ar vatimant abaoe an 11 a viz C'hwevrer. Dezarmet a oa bet ar vatimant gand ar renerien, da glask lakaad neh er vartoloded. Klasket oa bet kas da netra ar pezh bet gonezet gante war-lerh diskrog-labour miz Mé 1968. Harpet int bet gand labourerien an uzin kablchou e Calais, hag o-deus diskroget al labour asamblez gante ha roet dezé peadra da zerhel penn.

103 den ouspenn o-deus kollet o labour. Digouezet eo ar pezh on-oa lavaret en on niverenn diweza : lakeet 30 bet 103 implijad euz labouradeg boeschou houarn S.E.R.O.M. en « dilabour tegnik ». Gand an ti-kêr e vez peët an alokasion digoll. Anzavet o-deus tud servij al labour ne vije ket tu da gavoud eul labour all deze war blas ma tigouesfe deze beza lakeet er-mêz da vad. Ne chom nemed 70 den el labouradeg etre ar renerien hag ar vistri. Pa oam o skriva kement-mañ, ne chome nemed 6 devez labour war ar stern.

LESNEVEN :

Labourerien douar oh ampich eur werz. 120 labourer douar a zo bet o viroid e vefe gwerzet 20 devez-arad a zouar labour. An douar-ze e oa

POBL VREIZH DA LENNERIEN

A-hed bloavezhioù ez eus bet savet tabut etre un toulladig Bretoned, evit goût penaos skrivan brezhoneg : Diouzh e vlev e vez anavezet al loen, emezo, hag ho skritur eo meleour ho soñjou! Re aes, re eeun, eo an doare-se da welout an traoù : E gwirionez, muioc'h-mui a dud a gaver — tud yaouank peurliesañ — na vern ket nemeur dezhe e pe c'hiz skrivañ o yezh. Soñjal a reont ne sell ket ar gudenn-se ouzh pobl Vreizh, peogwir ne oar-hi na lenn na skrivañ he yezh. N'eus ket ezhomm chom stag d'ar skritur-mañ-skritur pa venner difenn gwir interestoù ar Vretoned, ha n'hon eus ket re a nerzh dija evit an emgannoù gwirion. Da bobl Vreizh e vo da zibab, a-benn ar fin etre eun doare hag unan all da skrivañ ar brezhoneg. O c'hortoz, ez eo ret-mat deomp, n'eus forzh pegen diaes hag iskis e kavomp an dra, degemer an div skritur, evel m'emaint : Pep hini eus kenlabourerien Pobl Vreizh a raio e-giz m'eo kustum d'ober. Evit an anv hag ar pennad-stur, e vint moulet pep eil miz e doare ar skol-veur pe en doare peurunvan.

KUDENN VREIZ EUZ BREST D'AN NAONED

da veza kemeret diwar eur plas a 36 devez-arad dalhet 17 vloaz zo gand eur merour hag e vab. Gwerza an douar-ze a vije bet lakaad aneze da goll o labour.

MOR-BIHAN

— MUZILHAG : KUDENN AR SKOLIOU.

Abaoe 1963 e c'houlenn maered ar c'hanton e vefe savet ur C.E.G. nevez e Muzilhag. Ar gumun he deus prenet un dachenn a zo bet lakaet e dalc'h an Deskadurezh Vroadel. Met daoust da salioù-bremañ ar C.E.G. bout skort-skort ha re ar skol kentañ derez bout kozh hag hep aezamant emañ bepred ar gumun o c'hortoz. Rak-se, kerent skolidi an diou skol o deus divizet ren un devezh dilezadeg-skol. Keven a zo bet nac'het outi ivez sevel ur C.E.G. dezhi.

— PLOEMEUR : STAD LABOURERIEN AR PRI-PORSELEN.

Pennoù sindikad C.F.D.T. labourerien ar pri-porselen o deus sellet pizh ouzh o stad man-trus : gwallzarvoudoù e-leizh (unan lazhet n'eus ket pell adarre), paeoù izel meurbet, doareoù-labour poanier meurbet. Digenvezder ha niver bihan al labourerien war ar vicher-se a zo ur skoilh war hent gwellaat o stad.

— AN ORIENT.

● UR VODADEG KELENNERIEN.

Kevrenn S.N.E.S. (Sindikad Broadel Kelennerien an Eil Derezh) an Oriant, da geñver ur vodadeg veur divoutin, he-deus kaset d'ar gouarnamant un disklariadur o vont a-enep lamidigezh kelennadurezh un eil yezh er 4^{vet} klas ha nac'hidigezh reiñ d'ar brezhoneg ul lec'h par da hini an eil yezhoù er Gelennadurezh. Ar sindikalourien o deus kondaonet groñs ar politikerezh diwar-lerc'h-se « a ra goap ouzh gwir ar sitoianed da dizhout stadoù, eskemmoù ha pinvidigezhioù sevenadur ar bed oll, frouezh ur anaoudegezh welloc'h eus ar sevenadurioù estren hag eus sevenadur o rannvro ha frouezh ur sklerijennerezh kemm-ouzh-kemm etreze. »

● DIAESTERIOU LABOURERIEN AN TI-SAVEREZH.

Pennoù sindikadoù C.F.D.T. an Ti-saverezh hag an T.P. (Labourioù ar Stad) eus an departamant o deus roet da c'houzout o azgoulennoù. Ar re bouezusañ anezo a zo : pae ebet izelloc'h eget 720 L ar mizvezh evit 173, 33 eurvezh labour ; 13^{vet} miz ; mizvezhadur ar pae ; digoll 100 % da geñver ur c'hleñved pe ur gwallzarvoud ; leve da 60 vloaz ; surentez an implij (gant krouidigezh ur C'huzul-Studi Rannvro) ; ha gwir sindikadel. An azgoulennoù-se a riskouez splann breskter stad sokial labourerien an Ti-saverezh.

● LABOUR-DOUAR : AR C.D.J.A. NEC'HET.

A-benn prientiñ o C'hendalc'h o deus em saverien ar C.D.J.A. (Kreizenn Departamant al Labourerien-Douar Yaouank) aozet 4 devezh-studi diwar-benn : « aozadur ar grouerien a-dal d'ar c'hreizennadurioù. » Pouezañ a rejont war un dra : ar c'hevzerezh a ya a-enep ar rannvroioù « pell-lec'hiet » (...diouzh Pariz). Amañ emañ dres ar gudenn : e-barzh framm ar gaptalouriezh, daoust ha tu a vo da zerc'hel ur vuhez ekonomikel hag ur boblañs e Breizh ? Evit mont a enep ar gemeridigezh emskiant enep kapitalour-se e ro Galloud Pariz harp er Morbihan d'ur sindikad dreist-mirour a-du gant ar gouarnamant : « Fédération Morbihannaise de l'Agriculture » (= Kevredad Morbihan al Labour-Douar). Diou wech en ur miz eo bet degemeret e renerien gant ar Prefed.

IL-HA-GWILEN

— FOJERA HA GWITRE : DOAREOU-OBBER A ENEP AR SINDIKADOU.

War an 18 326 goprad a gont e « Kelc'hia-dou studi ar boblañs hag an implij » Fojera ha Gwite, ne oa, e 1969, nemet 6 404 enskrivet war ar rolloù-votiiñ evit votadegoù dileuridi al labourerien. Lezenn ebrel 1946 diwar-benn votadeg dileuridi al labourerien ne vez ket sentet outi na gant al labouradegoù o deus etre 11 ha 50 labourer (dileuriad ebet peurliesañ), na gant al labouradegoù ouzhpenn 50 labourer enno (n'eus ket an hanter anezho o defe dileuridi labourerien). Rouesoc'h c'hoazh eo ar C'huzulioù Labouradegoù.

— ROAZHON.

● AZGOULENNOU LABOURERIEN AR VETA-LOURIEZH.

Goulennet en deus adarre ar C.F.D.T. digant Kambr Batronelezh ar Vetalouriezh en em vodfe ur C'huzul-studi dre hanter a-benn lakaat da zigreskiñ dale ar paeoù e-keñver re bro-Bariz (betek 1 Lur dre eurvezh evit ar paeoù izelañ). Evit an hevelep abegoù hag evit gwellaat an doareoù labour o deus ar C.G.T. hag ar C.F.D.T. goulennet en em vodfe ur C'huzul-studi dre hanter evit an ti-saverezh.

● GOURDROUZOU WAR AN ARSANAILH.

70 % eus labourerien an arsanailh o deus miret al labouradeg en o dalc'h e-pad 4 eurvezh diouzh un noz. An displegadeg-se, aozet gant Kuzul difenn al labouradeg (an holl sindikadoù e-barzh), a oa he fal kaout respontoù sklaer diwar-benn kendalc'hidigezh an implij e 1971, hag enebiiñ ouzh dilezidigezh ar servij « adkirri » a zo lod eus ur politikerezh mougañ a-nebeudoù. Ar Merezeh a zo e soñj lemel 100 implij e-pad 1^{ta} trimiz 1970.

AODOU-AN-HANTERNOZ

— LAMBAL : EUL LABOURADEG-PREIZER.

Eun hanter-kant digargez-labour dindan eun nebeud mizioù dija e bonedezh Xavier, digreizennet e Lambal. 65 implijadeg a jom c'hoaz ennañ, an oll aneze paeet dre eurvez, gand paeoù izel (3,50 L) ha goprou diwar an amplek. Goude beza dilezet ar jiletennou-gloan evid an oberidigezh-dillad he-deus al labouradeg digresket kalz ar paeoù. Med, grevusa tra, renerzh Pariz al labouradeg, gantañ an oll c'halloudoù, a zo marteze war-nes serri anezi. O c'hortoz, ne resev al labourerezh stummadur gwirion ebet enni ha red eo dezo kaoud o gwalc'h gand paeoù dister. Erfin, diazeza al labouradeg e-neus koustet 22 700 L d'ar Sindikad etre-kumunioù, ha gand kêr Lambal eo eo bet paeet an tommerezh : labourerien Lambal o-deus rôet arc'hant o-unan evid beza mac'hommet eta.

— SANT-BRIEG.

● EVID AR BREZONEG.

Kiriegidi an Akademi Unvaniezh Rannvroel Sindikadoù C.F.D.T. ar Gelennadurezh prevez o-deus dalc'het eur vodadeg e Sant-Brieg evid gweled penaoz eod kont tri miz goude harz-labour ar 17 a viz du 1969. A-du -gand kelennadurezh ar brezoneg hag astennadur an oll oberiantizoù sevenadurel breizeg int en em ziskleriet.

● STAD-FILLIDIGEZH HA DILABOUR EVID EUL LOD.

Ar « Société Métallurgique de Bretagne » (Kompagnunezh Metalouriezh Vreiz) a zo en em ziskleriet fallaet. E dalc'h ar barnerezh emañ an afer. 250 labourer a oa implijet ganti. Eun 60 anezo o-deus kavet gwelloc'h mond kuit a-raog eun digargez gwirheñvel. O paevez kregi emañ ar bloavezh hag evid eiz devez eo bet lakaet dilabour al labourerien. Eur skwer a verz-mad hag a oberiantiz o tiskouez « n'eus ket a wall doñkadur evid ar Gornaoueg » e oa al labouradeg-ze evid ar ministr Bettancourt. Digargezioù e-leiz a hallfe beza, med kelaouennou ar c'horn-bro ne gomzont ket diwar o fenn.

LIGER-ATLANTEL

— AN NAONED.

● KUDENN AN IMPLIJ.

Meur a guzulier departamant o-deus merzet ne vez krouet implij nevez ebet en departamant koulz lavared. Spi a oa, d'an nebeuta, e vije bet krouet 100 implij e diou labouradeg al loerou DIM Med ar re-mañ, lakaad niver o implijidi da zigreski euz 750 da 480 eo o-deus greeet.

● DOAREOU LOJA AL LABOURERIEN EN-BROET.

2 500 labourer euz ar Portugal a gont en Naoned. Fall-fall int lojet aliez. Da skouer, pemp familh Portugaled (20 den en oll, hag eur babig nevez -c'hanet, daou zevez dezañ hebken, en o zouez) o-doa lakaet o annez en eun ti koz dilezet goude beza klasket en aner. Al lez-varn, war c'houlenn ar perc'henn a roe da zigarez e oa gwall-goz an ti, he-deus gourc'hemennet bounta ar familhoù er-maez. Fromet braz eo bet an dud e bro-Naoned gand ar barnerezh klas-se. E-keid-se e konte Chaban-

PENNAD-STUR

Dindan kazell-ge ar batronez emañ ar C.F.T. : gant-se e sav diouti un argoll bras evit Breizh. N' eo ket souezhus e vefe-hi kroget mat e Citroën Roazhon : Tout an dud a anavez doareoù fachist an ti-mañ ; ouzhpenn-se, ar vicherourien a zo eno a zeu diwar ar maez ha n' int ket douget d' ar sindikadoù. N' eo ket souezhus kennebeut e vefe-hi kroget ivez e Transocéan Brest (gwelet ar « Peuple Breton », n° 76).

AR GWIR SINDIKADOU A ZO ANEZHE, PEURLIESAN, AL LEC'H KENTAN MA KOMANS AL LABOURERIEN DA SANTOUT SPLANN E PESEURT STAD EMAINT. Degas a reont keloù d' an dud, ha bodañ anezhe da 'n em zifenn : ret eo dougen bri dezhe enta. P' emamp ganti, e lavaromp hon flijadur p' hon eus klevet edo prest al labourerien dindan ar stad da ziskregiñ diouzh o labour, tout asambles, a-benn an 13 a viz meurzh, a-enep an distolioù goprou (izelloc'h mat ma 'z int e kornioù 'zo evit e Paris) : sed amañ ur goulenn stag ouzh kalonoù ar Vretoned da gentañ-tout peogwir emaint-i ar re gentañ o c'houzañ diwar-se. War dachenn ar sindikadoù, dav eo dimp teurel ar bec'h war ar vrizh-tud-kleiz : ar re-mañ a glask sevel ar micherour rik a-enep renerien ar sindikadoù, rebechet dezhe pennaskañ an dud. Hag int-i da heul o lavaret peurliesan d' al labourer : « Gra diouzh da benn da-unan ! » War ar marc'had, dre glask abeg atav er sindikadoù, emañ ar vrizh-tud-kleiz-se o kouezhañ e pal an dud-dehou hag ar fachisted giz C.F.T. (da skouer pa ziskleriont : « Séguy ouzh ar peul ! »). Oc'h ober seurt-se, e teunt da servijout e gwirionezh ar gouarnamant, ken e c'hell neuze mougañ ar frankizoù. Kemeret unan hag unan ez int paotred vat anezhe, met pikol dioute a ra kontrol-bev d' ar pezh a soñjont. N' ankouamp ket kenkoulz-all kement-mañ : en Alamagn mare Hitler hag en Itali mare Mussolini ez ae war-raok da heul ar fachisted hag ar vrizh-tud-kleiz ; hag un toullad eus ar re-mañ a dremen buan eus an tu kleiz pellañ d' an tu dehou pellañ.

A-hend-all, AR RADIO HAG AR C'HAZETENNOU « FEAL » NE REONT NETRA EVIT TREIN AR SPEREDOU WAR AN TU MAT. Ret-ma eo teurel ar bec'h war an dud a ra brud war-dro da relijion an Arme, hag a zegas gour da vilin ar soudarderezh, o krignat hon bro en he bev. N' eo ket diaes gwelet pegen douget eo tele-Breizh war an tu-se. Hag evit « Ouest-France », he lod e oa harpañ penn-da-benn « Hermine 70 » : ur wech e laka ar jeneral Saint-Hillier da lavaret penaos he deus ar bobl kemeret perzh kaer en afer-se (« Splann eo din, emezañ, pegen tomm eo an dud ouzh an Arme » — n° ar 27 a viz c'hwevrer —) ; ur wech all e c'houlennet ouzh al labourerien-douar dont er c'hoari dre lakaat skritelloù war o farkoù, hag all...

Evit echuiñ, galvomp hon mignoned, p' emañ deut poent da VOTIN ER C'HANTONIOU, da zibab o den evel ma tere. A-dra-sur ez eus ur c'hozh tra eus ar C'huzul Departamant, mac'hommet gant ar prefed, ur paotr diouzh dorn ar gouarnamant ; hag ur c'hozh tra an departamant ivez. Koulskoude e ra c'hoazh e lod — forzh pegen moustret e vefe gant ar pennoù bras — evit ingalañ ar servijoù boutin (hentoù, hag all...). Setu perak e c'houlennomp-ni, ouzh hon mignoned, votiñ evit an danvez-kuzulierien o deus roet o ger enep ar gaptalouriezh, ha pa n' o defe ket c'hoazh — siwazh dimp ! — kavet abeg e doare stad ar Frañs, savet he gwad tout en-dro d' he c'hreiz, da heul Napoleon kozh, an departamant o vezañ justamant askorn pen-nañ ar c'horf-se.



Delmas e Pariz penaoz e oa fromet gand doareoù-beva al labourerien estren...

● HARZ-LABOUR EL LABOURADEG « BETON NANTAIS ».

Goude nac'hadenn renerzh al labouradeg degemer ar sindikadoù a c'houlennet e krogfe dizale emzivizoù diwar-benn ar paeoù, digreski padelez al labour ha kreski an amzer gouestlet da bred-kreisteiz, o-deus blenierien girri al labouradeg dilezet o labour, d'ar 24 a viz c'hwevrer, evid eun harz-labour diziwez. Eun dileuriadur al labourerien a zo aet da Ensellerez al Labour a-benn divenn, dre o azgoulennoù, o dellezegezh al labourerien hag o gwir d'en em urzia. Renerez al labouradeg eo a zo kirieg a-grenn eta euz ar pezh a zo c'hoarvezet.

— SANT-NAZER.

● DISKROG-LABOUR ER CHANTERIOU SEVEL-LISTRI.

2 500 labourer ar Chanterioù sevel-listri o-deus diskroget diouz o labour war c'houlenn o sindikadoù hag o-deus dalc'het eur vodadeg evid flatra eul lizer kaset dezo gand ar batronez o c'houlenn digante asanti e-pad eur

pennad tevel war o azgoulennoù ha labourad doareoù-beva al labourerien estren...

● AR GOULENNOU-IMPLIJ.

Tizet eo bet el Liger-Atlantel niver uhella ar goulennoù implij chomet direspont abaoe 10 vloaz (war dro 7500 aneze). War wasaad ez aio an traoù hervez ar C.F.D.T., ha n'eus kaoz ebet e vefe savet labouradeg-pe-labouradeg vraz bennag dizale. Kerse eo gand ar C.F.D.T. « eo bet dilezet da vad ar rannvro e raktresoù sevel labourioù braz ar Stad evel : ar porz-eoul don, strollad labouradegoù metalouriezh. » Eun nec'h ha n'eo ket heb abeg...

Imprimerie Commerciale, Rennes



Rener ar gelaouenn : J.-Y. Veillard
1 000 skw tennet.
Diskleriet hervez lezenn : 1^{ta} trim.